

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SASU du parc éolien de Nesle la Reposte

Parc éolien de Nesle la Reposte
74 rue Lieutenant de Montcabrier - ZAC de Mazeran
34500 Béziers

Références : D2e 2024 534
Code AIOT : 0005704386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement SASU du parc éolien de Nesle la Reposte implanté Parc éolien de Nesle la Reposte 51120 Nesle-la-Reposte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SASU du parc éolien de Nesle la Reposte
- Parc éolien de Nesle la Reposte 51120 Nesle-la-Reposte
- Code AIOT : 0005704386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de NESLE-LA-REPOSTE est composé de 3 éoliennes de 78,5m de hauteur de mât pour 100 m de diamètre de rotor. La puissance unitaire des éoliennes est de 2 MW. L'exploitation des installations est autorisée par antériorité des droits acquis du 18/08/2012. La mise en service a eu lieu en février 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déploiement des mesures ERC prescrites	Courriel du 25/05/2020	Sans objet
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en oeuvre d'une étude acoustique complémentaire apparaît utile afin de compléter et de

confirmer celle réalisée en 2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Courriel du 25/05/2020
Thème(s) : Mesures ERC
Prescription contrôlée : -> plantation d'une haie au sud de E3 -> Bridage Chiro sur E1 et E3 - du 01/04 au 31/10, les 5 premières heures de la nuit, vitesse de vent inférieure à 5,5 m/s, température > 12°C -> Bridage acoustique sur E2 et E3 proche maison La Censé Picard "tous les jours, de 22h à 7h, vitesse de vent de 6 m/s, selon secteur de vent sud-ouest]135° ; 315°] et Nord est]315° - 135°]"
Constats : - La haie est en place au sud de E3 - La mise en place du bridage chiroptère a été constatée sur le SCADA de E1 et E3 selon les paramètres prévus. Le bridage acoustique était opérationnel sur E2 et E3 selon les paramètres ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• de 6,9 m/s à 8,4m/s• sur les secteurs [0;60°] et [170°;230°] Concernant les secteurs de vents, le rapport de 2019 préconisait " <i>Les plans de bridage correspondent aux conditions rencontrées pendant la mesure : secteur de vent SO]170° ; 230°] et NE]0° ; 60°], et traitent des situations où une non-conformité a été établie : nocturne à 6 m/s. En complément, il est suggéré de brider le parc respectivement pour les secteurs élargis de]135°-315°] et]315°-135°].</i> " Le parc est bridé sur les secteurs de vents SO]170° ; 230°] et NE]0° ; 60°], sans prendre en compte exhaustivement les conclusions de l'étude acoustique de 2019. De fait, ce bridage n'est pas conforme à l'information transmise par M.HENZLER en mai 2020 qui mentionnait un bridage sur le secteurs]135°-315°] et]315°-135°]. Concernant les vitesses de vents, le réglage de l'hystérésis à 2m/s permet un bridage entre 5,9m/s et 9,4m/s. Ce paramètre est donc conforme aux recommandations de l'étude acoustique de 2019. Par ailleurs, le rapport de 2019 n'est pas suffisamment exhaustif concernant la conformité acoustique du parc du fait d'un nombre d'échantillons insuffisants, y compris pour les ZFE les plus exposés (Ferme de la Censée Picard) en période nocturne, pour les secteurs de vents principaux. Sur ce sujet l'inspection note, en l'absence de prescription, l'absence d'écart mais appelle l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• A expliciter son choix de ne pas brider le parc conformément aux recommandations de l'étude acoustique et aux informations transmises à l'Inspection,• A évaluer l'opportunité, en lien avec les résidents et la Mairie de Nesle-La-Reposte, d'effectuer une nouvelle étude acoustique afin d'évaluer de façon exhaustive les nuisances acoustiques dans les ZFE alentours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis le CR du suivi environnemental réalisé en 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant a transmis le certificat DEPOBIO daté du 29 septembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I
Thème(s) : Autre, Autre
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : OREOL a été complété au cours de la visite afin de valider la mise en exploitation du parc. L'Inspection appelle l'exploitant à veiller à l'exactitude des données contenues dans OREOL pour l'ensemble de ses parcs en exploitation ou en instruction.
Type de suites proposées : Sans suite